

« Le défi démocratique »
Conférence donnée par Aboubakr Belkaïd,
Centre culturel algérien, Paris, 1991

Je voudrais, tout d'abord, remercier la direction du Centre culturel algérien pour son aimable invitation ainsi que pour la chaleur de son accueil. Comme je remercie l'assistance.

Lorsque le directeur du Centre, Monsieur Nadir, m'avait proposé de donner une conférence, j'avais pensé tout de suite au thème qui nous réunit aujourd'hui, tant il me semblait que les événements et l'actualité que connaît en ces moments l'Algérie imposent ce thème. Ces événements sont mouvants et évoluent avec une grande rapidité dans un contexte interne et externe complexe qui ne rend pas toujours facile la compréhension.

L'exposé que je vais avoir le plaisir de vous présenter est une modeste contribution à la compréhension de ce qui se passe en Algérie et a surtout pour but d'introduire, entre nous, un débat qui, grâce à votre contribution, comblera ses inévitables lacunes.

Le thème : « Le défi démocratique » a été retenu parce qu'il me semble correspondre à la réalité. Les conditions dans lesquelles le processus démocratique a été engagé en Algérie relèvent à mon avis, à plus d'un titre, d'un véritable défi. Pour faciliter nos débats, j'ai divisé cet exposé en trois parties : la première est consacrée au contexte dans lequel le processus démocratique a vu le jour, la deuxième traite de son évolution ainsi que du nouveau paysage politique qui se met en place ; la troisième examine la situation à la veille des prochaines élections législatives.

Quant à la conclusion, elle sera consacrée à la volonté de démocratisation de l'Algérie ainsi qu'à l'environnement extérieur qui la conditionne.

La Constitution du 23 février 1989

En adoptant la nouvelle Constitution, en février 1989, le peuple algérien a entamé une étape décisive dans son histoire ; c'est un tournant déterminant dans l'évolution Constitutionnelle, politique, économique et sociale de l'Algérie.

Notre jeune République, jusque-là socialiste et à régime unique à l'époque, s'est soudain ouverte, sans restriction, au pluralisme politique en abolissant le monopole de représentation politique par le parti unique, l'article 40 de la nouvelle Constitution a permis à la société algérienne d'accéder au multipartisme. Le paysage politique s'est trouvé, ainsi, soudainement et radicalement bouleversé par les textes avant de l'être aussi progressivement par les composantes humaines, à travers l'émergence des partis politiques et le renouvellement des institutions.

Quant au socialisme, il n'est plus un fondement Constitutionnel et lie désormais son devenir au jeu de l'alternance des partis et du sort réservé par les urnes.

Octobre 1988 dans le contexte international et national

La crise économique et le déclin des idéologies

Il serait illusoire de tenter de comprendre l'évolution actuelle de l'Algérie sans tenir compte de ce qui se passe sur la scène internationale tant au niveau politique qu'au niveau économique,

depuis ces dix dernières années. La restructuration du système économique mondial, opérée sous la pression et grâce aux progrès technologiques, a bouleversé les économies en voie de développement. Ce que l'on appelle « crise économique » et qui est tout simplement l'ensemble des effets conjugués de l'amélioration qualitative de la performance économique des pays industrialisés, a été transmise par le jeu de manipulations monétaires (variation des taux de change, prix des matières premières, prix des biens d'équipement...) aux pays les plus démunis.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, par exemple, les pays en voie de développement paient plus d'argent aux pays développés qu'ils n'en reçoivent.

Cette crise durable a fait perdre l'espoir du succès des modèles de développement proposés depuis trente ans non seulement aux pays concernés eux-mêmes mais aussi aux organismes et aux organisations non gouvernementales qui aidaient ces pays.

Le désarroi des théoriciens avait même débouché, à la fin des années 1970, sur « l'éloge du sous-développement », attitude qui suggérait que la meilleure solution était de laisser les économies traditionnelles en l'Etat. Et que c'était précisément les modèles préconisés et l'aide fournie qui « pervertissaient » l'équilibre naturel des pays en voie de développement. En d'autres termes, par exemple, c'est en améliorant les infrastructures sanitaires que l'on aidait l'explosion démographique et en industrialisant qu'on favorisait l'exode rural et le dépérissement de l'agriculture. Plus clairement exprimé, il fallait laisser « jouer » la solution naturelle économique.

La faillite des modèles de développement fut accélérée par le regain du courant libéral, avec l'arrivée au pouvoir de M^{me} Thatcher en Grande-Bretagne et de M. Reagan aux Etats-Unis. Le tandem F.M.I. - Banque mondiale ne trouva plus alors de résistance à ses propositions et put imposer ses « remèdes » aux pays en voie de développement les plus endettés d'Amérique latine et d'Afrique. La faillite des modèles de développement dans les pays à orientation socialiste allait atteindre son point culminant avec les réformes entreprises en U.R.S.S. et en Chine. Le message véhiculé par ces réformes allait être traduit dans les pays en voie de développement comme étant « la fin des idéologies » et l'échec du socialisme comme modèle et objectif.

L'U.R.S.S., deuxième pôle politique et économique du monde, en lançant ses réformes économiques et politiques a désarçonné beaucoup de régimes du front socialiste et fait perdre leurs arguments aux tenants du socialisme, à commencer par les alliés les plus proches des Soviétiques.

Les impacts principaux de la nouvelle vision des Soviétiques précédés et suivis par les Chinois sont :

- la mise en veilleuse du rôle dirigeant de l'Union soviétique dans le mouvement communiste international et la remise en cause tactique du soutien apporté à certaines causes et régimes en Amérique, en Asie et en Afrique;
- l'encouragement prodigué aux pays alliés et amis d'engager les ouvertures économiques et démocratiques, encouragement qui ne manque pas de créer des crises de pouvoir au sein des instances dirigeantes de ces pays;
- le désengagement de l'U.R.S.S. d'un front de gauche obsolète qui ne sert plus ses intérêts stratégiques.

La révolution islamique

L'islamisme, que l'on peut définir comme « un projet de société fondé sur l'application des préceptes du Coran et la Sunna », avec toutes ses variantes est un des produits de la faillite des idéologies et des modèles de développement, particulièrement dans les domaines culturel et moral.

La révolution iranienne, détonateur du mouvement, a eu lieu à la frontière soviétique, dans un pays « occupé » par les Américains alors que l'on pourrait se demander pourquoi cette révolution n'a pas éclaté en Arabie saoudite, berceau de l'islam, ou en Egypte, pays d'origine des idées islamistes, ou en Indonésie, pays musulman le plus peuplé.

D'une autre révolution en Afghanistan, pays lui aussi frontalier de l'U.R.S.S., mais cette fois aux dépens de l'U.R.S.S.. Après l'Iran chiite, l'Afghanistan sunnite donnait naissance à un mouvement islamiste qui allait s'étendre rapidement aux pays maghrébins, arabes et jusqu'en Chine.

Dans la compétition pour la direction de la révolution islamique, l'Arabie saoudite a supplanté l'Iran, aux visées plus régionales. Finançant et contrôlant les mouvements sunnites à travers un réseau d'associations et d'organismes dont le plus connu est la Ligue islamique mondiale, le royaume wahhabite est présent en force en Afghanistan, en collaboration étroite avec les Pakistanais et les Américains.

Les intérêts stratégiques de l'Arabie saoudite dans la région coïncident avec les intérêts américains : il s'agit d'affaiblir l'influence de l'Iran dans la région et favoriser l'émergence dans ce pays d'un courant modéré, également d'affaiblir les régimes baathistes, et d'aboutir rapidement à une solution du problème palestinien qui garantisse la stabilité régionale et permette à l'Arabie saoudite d'assumer un rôle de puissance régionale.

La contrepartie principale pour les Américains est, bien entendu, le contrôle des plus grandes réserves mondiales de pétrole, permettant ainsi aux Etats-Unis de relever leur économie en difficulté, de contrôler la croissance économique de ses concurrents, l'Europe et le Japon, et d'imposer un nouvel ordre international dans lequel ils tiendraient le rôle principal. La guerre du Golfe est une illustration de cette stratégie dont elle représente un des principaux aspects. Ce sont ces intérêts qui sous-tendent aujourd'hui le mouvement islamiste à travers le monde, couplés, bien sûr, aux intérêts spécifiques des tendances concernées, et favorisés, comme déjà souligné, par, d'une part, l'affaiblissement des mouvements progressistes et, d'autre part, par la mauvaise gestion, la corruption et les autres maux innombrables des pays en voie de développement.

Aujourd'hui, on peut se poser la question suivante : l'islamisme, comme moyen de faire tomber les régimes progressistes au profit du courant libéral est-il un exemple des nouveaux moyens de la « guerre intelligente » ? L'utilisation du sentiment religieux en Pologne a été une arme redoutable qui a permis un bouleversement du paysage politique de ce pays, impensable il y a quelques années. Au même titre, le sentiment religieux, musulman cette fois, est invoqué en Erythrée et dans pratiquement tous les pays musulmans à régime socialisant, et récemment l'islamisme chiite fut utilisé contre le régime irakien.

Concernant ces grands bouleversements idéologiques dans le monde, il faut noter que l'après-Golfe est venu accentuer les tendances observées : confirmation de l'absence de poids politique

de l'U.R.S.S. et de la Chine, qui ont été d'un suivisme inquiétant par rapport aux Etats-Unis, réduction de la solidarité et éclatement de facto de la ligue arabe, direction de l'O.P.E.P. par les Etats-Unis, confirmation des Occidentaux comme meneurs de jeu.

Apparemment, aussi, les forces du courant islamique n'ont guère montré de solidarité agissante.

Mais ces analyses à partir d'un cas limité (l'Irak annexant le Koweït) aux circonstances particulières ne peuvent faire oublier que les forces de direction du monde sont encore à se rechercher. Quel sera le rôle de l'Europe ? De la R.F.A. ? Du Japon ? Que sera l'évolution de l'U.R.S.S. avec son poids militaire intact ? Le tiers-monde bougera encore, plus particulièrement dans la partie arabe et islamique, au niveau tant interne, régional qu'international. Donc, nous sommes encore loin de la fin de l'histoire.

Pour ce qui est de l'analyse et comme premier constat, on peut donc souligner que l'équation crise économique + fin des idéologies + révolution islamique caractérise l'environnement international d'octobre 1988 en Algérie.

Cet environnement, appliqué à des conditions régionales et également internes à l'Algérie, notamment à travers la chute drastique du prix du pétrole, a favorisé la remise en cause du consensus socio-politique existant et explique, en grande partie, l'explosion d'octobre ainsi que la situation que vit actuellement notre pays.

La situation intérieure à la veille d'octobre

La fin du discours politique

La fin des années 1970 a été marquée, en Algérie, par deux événements majeurs liés intimement : la mort du président Boumediene et la fin du « discours politique » comme arme de mobilisation des Algériens.

Jusque-là, la politique économique de l'Algérie était inscrite dans une stratégie globale qui comportait trois axes :

- face à l'Ouest et à l'Est, un bloc des pays non alignés dont le noyau dur devait être l'Algérie, intersection du monde arabe, de l'Afrique et du front progressiste. Cette politique avait le mérite, auprès de ses promoteurs, de concilier les intérêts stratégiques de l'Algérie avec ses engagements historiques en faveur des peuples en lutte ; elle a débouché sur la revendication d'un nouvel ordre économique international et sur les tentatives de coopération Sud-Sud;
- une politique de coopération « non discriminatoire » visant le transfert de technologie à moindre coût et au service d'une révolution industrielle qui devait faire de l'Algérie « la Prusse du Maghreb »;
- enfin, une politique intérieure volontariste basée sur l'émergence de « l'homme nouveau » ; cet « homme nouveau » devait être le produit des programmes sociaux généralisés (scolarisation massive, médecine gratuite, formation des cadres, formation professionnelle...) et des institutions de l'Etat socialiste.

Or, tout le processus de construction de cette Algérie était basé sur des ressources extérieures (revenus pétroliers) et sur la dépendance momentanée de l'Occident vis-à-vis du pétrole de l'O.P.E.P. L'édifice ainsi érigé allait se révéler d'une fragilité insoupçonnée.

Du vivant du président Boumediene, les équilibres commençaient déjà à se rompre ; à sa mort, la stratégie arrêtée allait être remise en cause. L'intérêt économique bien compris du pays

s'écarterait de plus en plus de ses engagements tiers-mondistes. L'Algérie, à la recherche d'une vie meilleure, ressentait de plus en plus les effets conjugués de la crise économique, du service de la dette et du dysfonctionnement de l'édifice industrialo-institutionnel national. Une tendance nette à la réduction des investissements, annonciatrice d'un chômage rampant, allait se développer à partir du début des années 1980.

L'environnement international aidant, l'Algérie ne mit pas longtemps pour abandonner le discours politique au profit du réalisme économique. Avec cette évolution, disparaissaient les thèmes mobilisateurs qui cimentaient tant bien que mal le consensus national. Il n'y avait plus de « projet socialiste » malgré les résistances des uns et des autres à un « enrichissement poussé » de la charte nationale. Pour la majorité de la population, nourrie au rêve boumedieniste, il n'y avait plus de « projet social ».

L'exacerbation des inégalités

Les tentatives de réformes économiques entreprises durant la décennie 1980, surtout à partir de 1986, se heurtaient aux résistances conjuguées des « appareils » du F.L.N. et des opinions de gauche du parti. Cette lutte au sommet intervenait au moment où la détérioration des conditions socio-économiques se faisait de plus en plus sentir pour la majorité de la population.

Cette détérioration était inexplicable et inacceptable pour cette population qui assistait à un étalement de richesse sans précédent, en Algérie indépendante, alors que la pénurie chronique s'installait insidieusement et touchait pratiquement à tous les produits de base dans un cycle sans fin. Cette différenciation devenait de plus en plus insoutenable à mesure que l'inflation rampante érodait le pouvoir d'achat non seulement des plus démunis mais des catégories sociales intermédiaires, qui constituaient l'embryon des classes moyennes naissantes.

La lutte entre les partisans et les opposants aux réformes touchait pratiquement tous les domaines et secteurs et devenait de plus en plus visible à travers les organes de presse jusqu'à l'été 1988 qui fut un répit juste suffisant pour évaluer les rapports de force et préparer la rentrée sociale. Le mécontentement croissant de la population allait être utilisé par les opposants aux réformes dans une série de rumeurs allant de la privatisation des souks el-Fellah à la suppression de la médecine gratuite dans un but évident d'assimiler toute tentative de réformes à un « bradage des acquis ».

Les opposants aux réformes alliés à un courant de gauche précipitamment renforcé au sein des mondes du travail et universitaire n'eurent pas le temps nécessaire pour rallier leurs troupes qu'intervint ce que l'on peut appeler « la rupture de septembre ».

Le discours du président de la République de septembre 1988 allait, en portant le débat sur la place publique, provoquer la rupture définitive entre partisans et opposants aux réformes.

La population, habituée au consensus de la direction politique, allait découvrir, médusée, cette bataille au sommet sans en mesurer immédiatement l'enjeu. Il lui faudra attendre octobre pour en découvrir et l'ampleur et les dangers.

Cette rupture ne concernait pas seulement deux groupes de postulants au pouvoir, mais traversait de part en part une population nourrie durant des années au discours rassurant du « socialisme pourvoyeur », une population dont la grande majorité composée de jeunes ne

reconnaissait plus au pouvoir la « validité historique » de la lutte de libération qui avait fondé sa légitimité depuis l'indépendance.

La population, exacerbée par les manipulations de toutes sortes, orpheline d'un « projet social » à la mesure de ses aspirations, ne pouvait plus être satisfaite de la situation qui prévalait alors dans le pays et devenait de plus en plus disponible pour des changements dont la nécessité ne pouvait plus être différée.

Comme premier élément de réponse, on peut suggérer que « l'anomie », au sens de Durkheim, qui s'était insidieusement installée dans le pays, créant des dysfonctions sociales plurielles, avait complètement échappé aux politiciens, toutes tendances confondues, les aspirations au changement des jeunes en particulier, leur désir d'accéder à un mieux-être, alors qu'ils étaient marginalisés, oubliés, ont été occultés par le pouvoir. Dès lors, la cassure allait être dramatique et les événements d'octobre dont les jeunes furent les acteurs essentiels doivent être d'abord considérés comme une réaction de protestation énergique aussitôt après récupérée, « confisquée », au nom de l'ouverture démocratique à laquelle nous allons à présent nous intéresser.

Octobre fut-il le dérapage d'une orchestration savante ? La conclusion principale de ces émeutes est qu'elles consacrèrent la défaite, du moins dans un premier stade, des opposants aux réformes et déclenchèrent le processus démocratique en Algérie.

Le processus démocratique

Face aux événements d'octobre, deux voies s'offraient au pouvoir : renforcer sa mainmise sur la population au moyen d'une répression accrue, ou détendre la pression par une salutaire ouverture démocratique.

Le discours du président de la République à la nation du 10 octobre 1988 trancha le débat au sein du pouvoir et engagea le processus démocratique. Né dans un contexte de crise multiforme et dans une stratégie de rupture, le processus démocratique engagé après les événements tragiques d'octobre 1988, a été marqué, dès l'origine, par des malentendus et des calculs souvent inavoués, aussi bien au niveau du pouvoir qu'au sein de l'opposition. Pour les uns, il s'agissait de perpétuer le système. « Il faut que tout change pour que tout demeure comme avant », selon une formule consacrée. Pour les autres, il s'agissait là du meilleur moyen pour accéder au pouvoir sans heurts (mouvance fondamentaliste). Pour les démocrates, l'occasion était enfin donnée à l'Algérie de tenter d'accéder à la démocratie.

Il faut souligner que le défi démocratique que l'Algérie a décidé de relever s'est heurté souvent au scepticisme aussi bien en Algérie que dans de nombreux pays arabes, notamment au Maghreb. Ces derniers considéraient et considèrent toujours que l'initiative algérienne est trop risquée parce que les conditions du succès ne sont pas réunies : crise économique, détérioration sociale et progression considérable du fondamentalisme allaient conduire le processus engagé vers l'impasse avec, en définitive, non seulement la déstabilisation de l'Algérie mais également, par extension inévitable, celle de tous les pays du Maghreb. L'Algérie, selon eux, venait d'ouvrir la boîte de Pandore. Qu'en est-il, deux ans et demi plus tard ?

Une rapide évaluation des premiers résultats obtenus, dans la mise en œuvre du processus démocratique engagé, permet de dégager un bilan contrasté.

Les aspects positifs

Au plan législatif, parmi les aspects positifs, nous pouvons citer une Constitution démocratique qui garantit les droits fondamentaux de l'homme et ouvre toutes les portes au pluralisme ; des lois conformes à l'esprit et à la lettre de la Constitution organisant ces droits : loi sur les associations à caractère politique, loi sur la liberté de la presse, loi sur la liberté des élections, loi sur les rassemblements et les manifestations publiques.

Ces lois ont été rapidement accompagnées par la ratification par l'Algérie des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et contre la torture et également par la suppression de la cour de sûreté de l'Etat et de la police politique.

Au plan de l'exercice de ces droits, depuis l'adoption de ces lois, le paysage politique de l'Algérie s'est considérablement transformé. L'abolition du parti unique a ouvert largement la voie à l'expression politique la plus diverse et dans une totale liberté. Quarante-quatre partis politiques ont été reconnus à ce jour. L'abandon du monopole de la presse par le parti unique a littéralement transformé le champ de l'information écrite : près de cinquante titres nationaux ou régionaux ont vu le jour et, dans leurs colonnes, s'expriment les opinions les plus diverses et les plus contradictoires.

Enfin, en vertu de ces nouvelles lois, les premières élections libres de l'Algérie ont eu lieu ; il s'agit des élections communales de juin 1990 qui se sont soldées, comme vous le savez, par la victoire du parti fondamentaliste : le Front islamique du salut.

Les aspects négatifs

L'aspect négatif le plus significatif de cette première étape du processus démocratique réside principalement dans l'émergence d'un courant fondamentaliste qui affiche un projet de société non démocratique.

Les élections communales de juin 1990

Les résultats des élections communales de juin 1990 ont été le premier test du processus démocratique. Elles ont fait l'objet de nombreuses analyses et commentaires dont les conclusions varient certes mais se divisent, pour l'essentiel, en deux interprétations : l'une qui voit, avant tout, la victoire de la démocratie, l'autre, la confirmation des craintes.

En fait, personne ne s'attendait à une victoire du F.I.S. et encore moins à une victoire aussi importante : 54 % des voix exprimées et 65 % des A.P.C. et des A.P.W. dont presque la totalité des grandes agglomérations. Un raz-de-marée...

Le premier étonné fut le pouvoir qui était persuadé de la victoire du F.L.N., le F.I.S., quant à lui, étant crédité de 15 à 20 % seulement. Dès lors, le problème du fondamentalisme politique a pris toute son ampleur, en Algérie, suscitant de nombreuses interrogations et souvent des inquiétudes à l'étranger, notamment chez les pays voisins du Maghreb.

S'agit-il d'une force montante, irrésistible, totalement indépendante de toute influence extérieure, qui entend conquérir le pouvoir dans toutes ses composantes, en vue d'une remise en cause des droits fondamentaux reconnus au peuple algérien par sa jeune et nouvelle Constitution ? Ou bien, simplement, est-ce le résultat provisoire d'une poussée de fièvre du

corps électoral qui s'est servi du F.I.S. pour manifester son rejet du F.L.N. et du régime qu'il sous-tend ? S'agissait-il d'un vote-adhésion ou d'un vote-sanction ?

Un constat est incontestable : les premières élections libres en Algérie, depuis l'indépendance, ont été remportées par un courant se réclamant du fondamentalisme et devenant, de par la volonté du suffrage universel, la première formation politique du pays, à la fois populaire et nationale.

Les résultats de ces élections ont bouleversé les données sur lesquelles s'appuyaient les analystes et observateurs de la vie politique algérienne et provoqué des réajustements fondés sur des approches plus élaborées. Quels sont les courants qui traversent l'opinion ? Quelle est leur importance ? Lesquels sont dominants et, de ce fait, sont appelés à structurer la vie politique en Algérie pour l'avenir et qui préfigurent la composante de la nouvelle Assemblée nationale à laquelle la Constitution confère un pouvoir déterminant et qui constitue un enjeu capital pour la réussite ou l'échec du processus démocratique ?

Les courants prédominants

Trois courants prédominants apparaissent sur la scène politique algérienne et se partagent, pour l'essentiel, l'électorat : le courant fondamentaliste (maximaliste), le courant libéral et le courant de gauche.

– *Le courant islamiste* : le courant fondamentaliste algérien, bien que subissant l'influence du regain de l'islamisme dans le monde, plonge ses racines profondément dans l'histoire algérienne.

L'émir Abdelkader était un « amîr el-mouminin », Bouamama menait le « jihad » contre les incroyants, Ben Badis luttait surtout pour l'islamité de l'Algérie, les « moudjahidine » du F.L.N. se battaient au cri « d'Allahou Akbar », durant la guerre de libération. Cependant, avant le déclenchement de cette lutte, les islamistes avaient lié, dans un même objectif, l'avènement d'une société islamiste et l'indépendance du pays. Associés aux partis et courants, ils ont fini par intégrer le F.L.N. et s'y fondre.

Dès l'indépendance, des voix se sont élevées pour exiger un Etat islamique : cheikh Bachir el-Ibrahimi, au temps de Ben Bella, cheikh Mesbah, Soltani, Nahnah et Sahnoun, au temps de Boumediene ; des associations avaient vu le jour : « el kyam el islami », « ansar allah »...

En 1976, la Constitution et la charte nationale étaient dénoncées par beaucoup de prédicateurs dont Nahnah et Sahnoun. Il a fallu attendre la fin des années 1970 pour que la revendication islamique, bâtie sur le rejet de « l'Etat laïc » ou « athée », selon les prédicateurs, se consolide sous le double effet du succès de la révolution iranienne et de la crise économique et sociale dans le pays.

Le passage du réformisme hérité des oulémas au radicalisme type iranien va être effectué par une nouvelle génération de leaders qui, avec Bouali comme « héros et martyr », va se concentrer d'abord sur des actions pour l'endoctrinement des jeunes en particulier et du « lumpenprolétariat en général ».

Ce courant radical, renforcé déjà, comme souligné, par la « vacance » idéologique, nourri quotidiennement par l'exacerbation des inégalités, la détérioration des conditions de vie de larges couches de la population, l'aggravation du chômage des jeunes, va être favorisé par les

luttres, au sommet du pouvoir, entre partisans et adversaires des réformes, les premiers voyant en ce courant un moyen de pression sur la résistance du F.L.N. à ces réformes.

Les jeunes utilisant sans restriction le réseau des mosquées dont le nombre s'est multiplié, avec l'aide de l'Etat, le courant islamiste n'a eu aucun mal à profiter de la situation pour s'imposer aux yeux du plus grand nombre comme l'alternative au F.L.N., accusé de tous les maux et rendu responsable des échecs de l'Algérie.

L'une des conséquences politiques les plus marquantes du processus démocratique engagé réside, depuis les élections de juin 1990, dans l'émergence par la voie des urnes d'un courant islamiste qui semble avoir la faveur d'une partie importante de la population et qui entend conquérir légalement le pouvoir, en affichant un projet de société non démocratique.

Ce courant, toutes tendances confondues, apparaît aujourd'hui comme l'une des principales forces politiques.

– *Le courant libéral* : y a-t-il un courant libéral en Algérie ? Un responsable du F.L.N. affirmait, il y a quelque temps, dans « Libre opinion publiée par le quotidien El Moudjahid » que « si ce courant existe en Algérie, il n'a aucune importance pour deux raisons principales : le peuple algérien est fondamentalement socialiste, et il n'existe pas de bourgeoisie nationale ».

Cette affirmation, tout en confirmant la coupure entre beaucoup d'apparatchiks du F.L.N. et la réalité politique et sociale de la nation algérienne, au stade actuel de son évolution, prouve, s'il en est besoin, la méconnaissance, par beaucoup, des nuances entre social-démocratie et libéralisation économique. Si effectivement, il n'existe pas de classe bourgeoise, au sens marxiste du terme, en Algérie, pour des raisons historiques connues, il n'empêche qu'il s'est formé, au cours du dernier quart de siècle, une classe de possédants dont les intérêts aujourd'hui représentent un poids non négligeable dans l'économie du pays et dont les relations avec des intérêts étrangers constituent une force d'intervention souvent décisive sur le marché intérieur.

Il est vrai qu'il n'existe pas encore un courant d'opinion libéral bien ancré dans la population ; par contre, il existe un fort courant d'idées inscrit dans le contexte international et régional et animant fortement les promoteurs de réformes politiques, économiques et sociales. Il n'est pas étonnant que, sur une quarantaine de partis, trois seulement aient choisi la dénomination « libéral », les autres préférant se déclarer démocrates et utilisant, dans leur dénomination : renouveau, progrès, liberté, démocratie...

Pour une bonne partie de la population, le courant libéral représente le changement et c'est là que réside l'atout d'un mouvement qui, même s'il n'a pas encore montré sa force, est déjà une des principales vedettes du nouveau paysage politique. Ce courant peut séduire, par ses slogans, une population qui a goûté aux charmes de la consommation de masse sans connaître « les affres de la loi du marché ».

Ce courant prend, en grande partie, sa source, bien entendu, dans les intérêts européens et surtout français en Algérie pour lesquels un Maghreb ouvert représenterait un formidable marché non seulement pour l'écoulement des produits, mais aussi comme amortisseur des chocs économiques tels que l'inflation et le chômage, sans parler d'une réserve de main-d'œuvre à bon marché. Il faut remarquer que l'intérêt manifesté au courant libéral algérien est de plus en plus partagé par les autres pays de l'Europe du Sud, notamment l'Italie et l'Espagne.

Il y a lieu de signaler qu'après plusieurs tentatives pour lancer « l'infatih », ce courant trouve aujourd'hui, en les islamistes, de puissants éclaireurs pour, d'une part, combattre la gauche et, d'autre part, pour poser les prémices de la libre entreprise ; il est, de ce fait, intéressé par une alliance avec un courant islamiste modéré et favorable à l'économie de marché.

La stratégie de ce courant, déjà mise en œuvre par ses leaders consiste surtout à élargir, le plus possible, le champ des libertés de façon irréversible, à affaiblir le F.L.N., considéré comme un obstacle, et à faire en sorte que le pouvoir accélère les réformes et ne fasse rien qui puisse freiner la dynamique du changement porteuse de ses espérances.

– *Le courant de gauche* : il ne sera pas possible et il n'est pas nécessaire de faire l'historique de ce courant en Algérie ; il suffit de rappeler que, depuis le début du siècle, les revendications des nationalistes algériens ont été intimement liées aux idées de gauche. Il faut peut-être souligner, en passant, un extrait de la plate-forme de 1956 du F.L.N. signalant, je cite, « l'absence du communisme » de la lutte armée et la « disparition du Parti communiste algérien en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions, face à la résistance armée ».

Toutefois, la non-reconnaissance par le F.L.N. d'un courant de gauche en son sein ne l'a pas empêché d'être soutenu par le mouvement communiste international et d'avoir choisi, après l'indépendance, « l'option socialiste irréversible ».

On a vu comment les conservateurs ou opposants aux réformes ont, face à l'adversité, voulu remettre sur les rails un courant de gauche qu'ils ont toujours réprimé depuis l'indépendance.

Ce courant dont le noyau est constitué du parti de l'avant-garde socialiste (P.A.G.S.), créé en 1966 et bien implanté depuis surtout en milieu universitaire et dans les organisations de masse, comprend non seulement les tendances gauchistes au sein du F.L.N., mais également des sensibilités diverses allant des baathistes aux « rénovateurs socio-démocrates du F.L.N. », en passant par les boumediénistes.

Aujourd'hui, l'avenir de ce mouvement dépend, en grande partie, de l'avenir du F.L.N. ; si ce parti réussit, à la faveur des prochaines élections législatives, à remonter à la surface grâce à l'actualisation de son programme et de son action, il serait en mesure de provoquer un rassemblement au centre gauche qui donnerait à ce courant une chance d'être présent dans le nouveau paysage politique qui se met en place.

Toutefois, pour espérer récupérer un électorat significatif, le courant de gauche doit réussir à faire effacer les effets des échecs attribués aujourd'hui aux choix socialistes faits par l'Algérie, au lendemain de son indépendance.

Le malaise de la gauche peut se résumer actuellement par un tract du P.A.G.S. concluant à la nécessité historique pour l'Algérie de se préparer à intégrer « la nouvelle division internationale du travail ».

Les principaux courants : islamiste, libéral et de gauche, auxquels il faut ajouter le mouvement berbère, latents ou feutrés pendant la période du parti unique ont fait irruption sur la scène politique à la faveur du processus démocratique engagé par la nouvelle Constitution et se disputent désormais les faveurs des électeurs à la veille des prochaines élections législatives. Ils préfigurent la structuration du nouveau paysage politique algérien.

Les élections législatives de juin prochain

Enjeu déterminant pour la poursuite du processus démocratique et, par voie de conséquence, pour l'avenir immédiat de l'Algérie, les élections législatives du mois prochain mobilisent toutes les forces politiques du pays et retiennent particulièrement l'attention des pays du Maghreb et ceux du bassin méditerranéen.

Quelle que soit l'issue de ces élections, elle aura des conséquences heureuses ou malheureuses selon les espoirs ou les craintes des uns et des autres. Comment est vécue et perçue cette veille d'échéance par les principaux acteurs de la vie politique ?

D'abord les tenants du pouvoir : l'analyse que font les tenants du pouvoir réformistes, deux années et demi après les événements d'octobre, les amène à penser qu'à la veille des élections, tout leur est possible et, plus particulièrement, la conservation du pouvoir, condition nécessaire à la poursuite des réformes économiques engagées.

Cette conviction se fonde sur :

- la certitude que la mouvance islamiste présente des signes d'essoufflement et de division. La gestion communale exercée par le F.I.S., depuis sa victoire électorale de juin dernier, n'a pas rehaussé le prestige de ce courant et constitue un danger pour sa capacité à trouver des solutions aux vrais problèmes du pays.
- L'observation que le courant démocratique n'est pas encore parvenu à réaliser sa cohésion et n'est pas encore en mesure de présenter une alternative au pouvoir actuel.
- Le sentiment que l'opinion favorable à la démocratie mais lassée par l'incapacité des partis démocratiques à s'unir, au moins pour faire face au « danger fondamentaliste » ainsi que celle favorable à un projet de société islamiste modéré et tolérant, mais déçue par l'incurie des dirigeants de cette mouvance, et effrayée par les excès de son aile extrémiste, est en train de se retourner en faveur d'un F.L.N. rénové en lequel ces deux courants d'opinion verraient, faute de mieux, l'unique alternative et l'ultime compromis.

Après avoir fait, en juin dernier, un vote-sanction, les Algériens feront probablement, cette fois-ci, un choix différent. Dès lors, la stratégie électorale arrêtée doit permettre, dans l'esprit de ses promoteurs, de faire d'un F.L.N. rénové et réformateur, à la fois le principal barrage contre le F.I.S. et la force politique principale autour de laquelle devrait se réaliser la majorité au sein de la nouvelle Assemblée.

Cette majorité autour du F.L.N. donnerait naissance, bien entendu, à un gouvernement de coalition formé autour d'un programme garantissant la poursuite des réformes engagées. Les dispositions prises et notamment la loi sur le découpage électoral ont été conçues pour favoriser la réalisation de cet objectif.

Quelle est l'attitude de l'opposition face aux élections législatives ? La quasi-totalité des partis de l'opposition, toutes tendances confondues, a manifesté publiquement des critiques et émis des réserves sur les conditions dans lesquelles le gouvernement a préparé ces élections.

Pour le parti du F.I.S., la loi électorale et la loi relative au découpage des circonscriptions ont été élaborées dans le but de réduire sa représentation à l'Assemblée au profit de tous ses adversaires.

Les partis démocratiques, quant à eux, déplorent de la part du gouvernement une absence de concertation en ce qui concerne la préparation des lois électorales et l'organisation du scrutin. Les critiques de ces partis concernent principalement, pour ce qui est de la loi électorale : la suppression d'un troisième candidat au deuxième tour qui défavorise les partis démocratiques au profit d'une bipolarisation F.I.S.-F.L.N., la non-représentation de la communauté algérienne vivant à l'étranger, le vote sans procuration entre conjoints qui défavorise le vote des femmes ; cette disposition est également vivement dénoncée par de nombreuses associations féminines. Pour ce qui est de la loi relative au découpage électoral, les critiques portent essentiellement sur le « charcutage » des circonscriptions en faveur du parti au pouvoir et pour ménager des circonscriptions sur mesure afin de garantir l'élection de certaines personnalités, la réduction de la représentation des centres urbains, la surreprésentation des zones rurales et du sud ainsi que la disproportion du corps électoral selon les circonscriptions, de 2 000 à 100 000.

Malgré ces critiques et réserves, toutes les formations politiques ont annoncé leur intention de participer à ces élections et s'y préparent activement à l'exception du P.A.G.S. et de la Oumma, qui considèrent que les conditions requises ne sont pas réunies pour garantir le succès de la démocratie pour le premier et le succès d'une république islamique pour le deuxième.

Quels sont les enjeux intérieurs et extérieurs de ces élections ?

Au plan interne, quels que soient les calculs, les inquiétudes et les atermoiements des uns et des autres, l'Algérie élira, dans quelques semaines, une nouvelle Assemblée nationale qui détiendra, pour la première fois de son histoire, sa légitimité du peuple, grâce à des élections « libres » et dans le cadre d'une compétition ouverte entre plusieurs formations politiques. C'est en soi un événement considérable parce qu'il confirme le choix de l'Algérie pour la démocratie, parce qu'il permet au peuple algérien de se préparer à prendre directement en mains son destin, parce qu'il ouvre la voie à l'émergence d'une société qui fait siennes les libertés politiques, les droits de l'homme et le respect de la diversité, parce qu'enfin, par la démocratie, l'Algérie est en train de se donner les moyens de faire face aux exigences de notre temps et de se préparer, dans les meilleures conditions possibles, à faire son entrée dans le XXI^e siècle.

Au plan extérieur : pour l'Occident, une Algérie démocratique, dans un Maghreb uni, renforcerait, au sein du monde arabe, les modérés et serait un facteur de paix et de stabilité dans le bassin méditerranéen.

Quant à la France, plus sensible que les autres pays européens à l'évolution du Maghreb, pour des raisons historiques et du fait de la présence sur son sol d'une très importante communauté de ces pays, une Algérie démocratique, libérale et en paix avec elle-même serait un facteur déterminant pour un nouveau dialogue qui devrait conduire, le plus rapidement possible, à la justice entre les deux rives du bassin occidental de la Méditerranée grâce à une coopération axée sur le partenariat politique et économique.

Pour conclure, je voudrais m'adresser à ceux qui s'interrogent sur l'opportunité du choix démocratique de l'Algérie, à ceux qui pensent que la démocratie n'est pas compatible avec le sous-développement, à ceux qui se demandent si finalement la démocratie, pour un pays en voie de développement, ne risque pas d'amener au pouvoir des forces antidémocratiques qui n'hésiteraient pas à remettre en cause les modestes acquis progressistes de ce pays, à ceux-là je

dirai que l'Europe a connu, en Italie et en Allemagne, ces retournements de l'histoire dans les années 30, un fasciste français disait aux démocrates : « Accordez-moi les libertés au nom de vos principes pour que je puisse vous les refuser au nom des miens. »

Il est vrai que la démocratie n'est pas un produit naturel chez l'homme et qu'elle est le résultat de son éducation et de sa formation. Ce qui est vrai pour l'homme l'est également pour la société. Mais, est-ce une raison suffisante pour continuer à priver, dans le monde qui est le nôtre aujourd'hui, un peuple de ses libertés et de la démocratie ? Est-il raisonnable et juste de prétendre que le niveau culturel de tel peuple ne lui permet pas d'accéder à la démocratie ?

Quel qu'en soit le risque, nous devons considérer que la démocratie est la seule voie pacifique, à la fois incontournable et impérieuse, qui assure l'épanouissement de l'homme et l'accès au progrès et à la justice sociale pour les nations. Personne ne devrait craindre la démocratie car ceux qui en reculent l'échéance ne feront que creuser le fossé qui s'élargit entre le Nord et le Sud.

L'Algérie, pays du Sud, méditerranéen, maghrébin, arabe et musulman, a décidé de relever ce défi en s'engageant résolument dans une phase de transition vers la démocratie tout en mesurant le risque. Un test majeur permettra de juger de la perspicacité de son choix très prochainement ; il s'agit des élections législatives de juin prochain. Les démocrates algériens travaillent pour amener le peuple algérien à confirmer leur espoir et celui de tous les démocrates, notamment ceux du Maghreb.

Cependant, le pari démocratique ne peut être gagné, avec la nécessaire continuité, si l'environnement international ne desserre pas les contraintes cumulatives qu'il oppose à la réussite d'un processus démocratique qui soit porteur de développement.

En effet, étant donné l'interdépendance entre les deux processus (la démocratie étant la condition du développement et le développement la condition de la démocratie), l'engagement dans la voie démocratique ne peut durer que s'il est sous-tendu par une reprise de la croissance économique, une réduction des inégalités socio-territoriales, un développement des ressources humaines et donc au total, une modernisation socio-économique et culturelle bénéficiant à toute la population qui, seule, permet à l'Algérie d'affronter les défis de la démographie, de l'intégration résolue dans le Maghreb et dans l'économie mondiale.

Or, cette dernière fait peser sur l'économie algérienne des contraintes négatives :

- un poids de la dette qui obère toute possibilité de croissance économique et de progrès social puisque plus des trois quarts du produit des exportations sont requis pour le service annuel de la dette jusqu'en 1993, c'est-à-dire pendant la période la plus fragile du processus démocratique mis en œuvre. Un moratoire de deux ans pour ce qui est du remboursement de la dette est nécessaire pour conforter la démocratie plutôt que de se contenter de discours moralisateurs et alarmistes au niveau des pays occidentaux;
- un effacement partiel de la dette pourrait être engagé à l'image de celui effectué pour la Pologne (plus de 50 % de sa dette) dont le P.N.B. par tête est proche de celui de l'Algérie, si l'Occident veut convaincre de la disparition d'une politique marquée de discours et de pratiques différentes suivant ses intérêts.

Par ailleurs, le prix du pétrole et des matières premières ainsi que les autres domaines d'un nouvel ordre économique international, le moins injuste possible, sont à rediscuter dans ce

contexte au lieu d'être laissés à la seule appréciation des Etats-Unis, au nom d'un « nouvel ordre mondial », qui veulent régenter l'Occident et le monde suivant les seuls rapports de force militaire, diplomatique, économique et culturel.

Face à ces risques résultant d'un pôle unique de pouvoir au niveau mondial, les espoirs se portent sur l'Europe pour contrebalancer, avec des liens privilégiés avec l'Europe de l'Est et le Maghreb, une évolution qui risque de nuire à la démocratie dans les pays du Sud méditerranéen.

Au sein de l'Europe, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce pourront particulièrement agir, au bénéfice de l'élargissement de la démocratie au niveau de notre région.

Née en Europe, la démocratie ne peut plus, à la veille du XX^e siècle, être restreinte à quelques pays, représentant 20 % de la population mondiale, laissant la majorité des hommes dans un statut de non-citoyens, dans un monde d'inégalités croissantes et de frustrations, ne pouvant même plus être jugulés dans les pays invités à démocratiser dans un contexte de sous-développement entretenu par une hégémonie dominatrice et pleine d'une trop facile bonne conscience.

Si l'Occident et particulièrement l'Europe ne contribuent pas à l'émergence d'un nouvel aggiornamento avec le Sud, ils n'auront que confirmé l'égoïsme des puissants face à l'élargissement graduel du progrès socio-économique dans le tiers-monde, et donc de la démocratie.

Mais alors, le détonateur introduit par la démocratie se retournera contre l'Occident car les gouvernants élus démocratiquement et agissant en toute transparence pourront montrer à leurs électeurs que les difficultés de la vie quotidienne ont leur source ailleurs qu'au niveau national.